



C7
2021

Communiqué 2021 du
Recommandations de la société civile au G7

Préambule

Nous, représentants de plus de 200 organisations de la société civile du monde entier, nous sommes rassemblés en ce tournant historique pour exhorter les dirigeants du G7 à définir un agenda politique ambitieux et courageux, qui mette l'humain et la planète au cœur de la relance mondiale. Le G7 n'est que l'une des nombreuses réunions intergouvernementales décisives qui auront lieu en 2021, aussi nous demandons à ce que soit adopté un agenda politique progressiste à l'occasion du G20, de la COP26 et des autres temps forts de la scène internationale. Nous enjoignons le G7 d'appuyer les efforts visant à consolider l'ONU et les autres forums multilatéraux auxquels participent tous les pays. Nous demandons humblement aux dirigeants du G7 de **concrétiser** la vision d'une société plus ouverte et plus juste qu'ils ont formulée, en exécutant un programme politique cohérent avec ces valeurs et respectueux des droits de toutes les personnes, dans leurs pays respectifs et à l'étranger.

Cette démarche doit s'appuyer sur les principes (1) de **durabilité** - nous défendons une approche respectueuse des limites des ressources de la Terre ; (2) d'**inclusivité** - afin que chaque mesure politique profite aux hommes, aux femmes et aux enfants victimes d'exclusion, d'injustices et de discriminations systématiques ; et (3) de **transfert du pouvoir et des outils de financement et de prise de décision** aux communautés et aux organisations directement touchées par chaque problématique, en vertu du constat que les interventions de développement sont plus efficaces lorsqu'elles sont portées directement par les communautés concernées. Nous rappelons aux dirigeants du G7 leur engagement à participer à la concrétisation et au financement des Objectifs de développement durable (ODD), et les invitons à agir rapidement pour remettre les ODD en bonne voie.

Contexte

Ce communiqué a été rédigé sous la coordination de Bond, le réseau britannique des organisations travaillant dans le développement international. Cette déclaration reflète les positions et priorités politiques de plus de 200 organisations de la société civile basées dans les pays du G7, en Afrique et Asie, qui militent collectivement en faveur de la présentation d'objectifs forts, progressistes et ambitieux lors du Sommet du G7 2021 et des réunions ministérielles en marge de ce sommet.

Ces recommandations présentent l'interprétation que donne la société civile de certains des grands défis politiques, économiques, géopolitiques et de développement auxquels le monde est confronté, ainsi que nos propositions politiques à l'intention du G7, afin qu'il contribue de façon progressiste à relever ces défis. Cette déclaration complète et étaye d'autres documents et articles portant sur le G7 préparés indépendamment par des organisations de la société civile (OSC). Nous adhérons aux recommandations émanant du W7, de l'Y7 et du L7, et invitons le G7 à proposer un programme à la hauteur des droits et des préoccupations des femmes, des jeunes et des travailleurs dans toute leur diversité.

Un programme transformateur pour s'atteler aux problématiques mondiales

Les recommandations ci-après s'appliquent à toutes les voies ministérielles du G7, et concernent plus particulièrement les discussions avec les dirigeants du G7.

Une reprise économique mondiale durable après la pandémie

Depuis le début de la pandémie, l'activité économique s'est retrouvée à l'arrêt du fait des restrictions strictes imposées à la liberté de mouvement des personnes, si bien que des millions de personnes ont perdu leur emploi et vivent dans l'incertitude. La pandémie a entraîné des répercussions économiques au sein des pays du G7 et au-delà, occasionnant une baisse de revenus pour les petites entreprises et les travailleurs de nombreux secteurs, et contraignant certaines entreprises à mettre la clé sous la porte. Certes, plusieurs billions de dollars ont été débloqués pour relancer l'économie face à la pandémie, mais la plupart de ces fonds ont été dépensés dans les pays industrialisés. Les conséquences économiques de la pandémie sont telles qu'il s'agit du plus violent choc économique des dernières décennies. Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les investissements directs étrangers ont chuté de 49 % durant le seul premier semestre de l'année 2020. La Banque mondiale estime que cette année, les économies des pays d'Afrique subsaharienne se contracteront de 3,5 % en moyenne, entraînant ainsi la première récession en 25 ans. Le projet global de relance économique devra prévoir d'aider et d'investir dans les pays fortement endettés, et les pays à bas revenus ne disposant pas de la marge budgétaire nécessaire pour financer leur reprise. Là où le G7 appelle à « reconstruire en mieux », nous l'invitons à « construire l'avenir » avec la pandémie comme point de départ, au lieu de revenir à une « normalité » intenable et basée sur l'exploitation.

Les dirigeants du G7 doivent tenir compte des appels à un nouveau modèle économique fondé sur l'équité, la durabilité, l'inclusion et les droits humains. La société civile exhorte les dirigeants du G7 à réformer les politiques économiques en plaçant les besoins des plus pauvres et des plus vulnérables au sommet de leurs priorités, et en combattant les inégalités au sein des pays du G7 et au-delà. Ce nouveau modèle économique devra aussi acter la crise des soins qui ébranle les économies modernes. En effet, dans ces pays, la responsabilité de taille que constitue la prise en charge des soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap incombe de manière disproportionnée aux femmes et aux filles, ce qui contraint leurs perspectives d'éducation et d'emploi.

Les pays du G7 doivent se défaire des anciens modèles économiques, qui les ont menés à cultiver leurs intérêts économiques sans tenir suffisamment compte de leur impact sur le climat et la nature. Nous plaidons pour une relance durable, alimentée par des emplois verts, et invitons les gouvernements à saisir cette occasion unique, qui a déjà incité des millions de personnes à travers le monde à changer la façon dont elles vivent, travaillent et voyagent, pour lancer des réformes politiques ambitieuses qui enclencheront la révolution verte dont nous avons besoin. Les pays du G7 figurent parmi les principaux bénéficiaires du système économique actuel, lequel détruit les ressources dont nos vies et nos moyens de subsistance dépendent, et dont les externalités négatives retombent de façon disproportionnée sur les pauvres et ceux qui ont le moins tiré parti de ce système. Par conséquent, les pays du G7 partagent une même responsabilité : celle de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour instaurer un nouveau modèle économique mondial.

Recommandations :

Financement

- 1) Veiller à ce que tous les engagements relatifs au financement de la lutte contre le changement climatique dans le communiqué 2021 du G7 privilégient les pays et communautés les plus vulnérables aux effets du changement climatique.

- 2) S'engager à investir 2 % du produit intérieur brut (PIB) dans les secteurs du soin dans les pays du G7, et aider les autres pays à réaliser des investissements similaires.

Politique

Soutenir la refonte de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la transformer en un forum multilatéral œuvrant à harmoniser les règles du commerce avec d'autres normes internationales, notamment les ODD et l'Accord de Paris, et à répondre aux griefs de longue date des pays à revenus faibles ou intermédiaires, notamment sur le plan des politiques de commerce des aliments et produits agricoles.

Programmes

Soutenir la protection sociale universelle et les propositions de création d'un fonds mondial pour la protection sociale.

Exercer un leadership mondial pour répondre aux crises climatique et écologique

Les effets du changement climatique s'intensifient rapidement. Dans les pays en développement, des millions de personnes sont déjà touchées : foyers inhabitables, terres incultivables, difficultés d'approvisionnement en eau potable, obstacles à l'accès à l'éducation, quotidien difficile à vivre. Pourtant, elles sont aussi les moins responsables du changement climatique. En parallèle, la nature décline dans le monde entier : des habitats et des espèces disparaissent, les terres s'appauvrissent, les mers sont surexploitées, ce qui aura des conséquences sur l'avenir de tous.

L'humanité a mis trop longtemps à prendre la mesure des urgences climatique et écologique. Des pays et communautés du monde entier (1 932 juridictions dans 34 pays) sonnent désormais l'alarme et exigent des dirigeants du monde qu'ils prennent rapidement des actions décisives pour éviter des conséquences désastreuses. **Le G7 doit tenir compte en priorité des objectifs de l'Accord de Paris et des ODD dans les plans de relance mondiaux, faute de quoi des répercussions généralisées, irréversibles et catastrophiques s'abattront sur le quotidien et les moyens de subsistance de millions de personnes.** En vertu de l'Accord de Paris, les pays signataires se sont engagés à œuvrer à limiter à 1,5 °C la hausse des températures mondiales. Les annonces se suivent, de nouveaux efforts sont consentis, et pourtant, nous accusons toujours un retard dangereux.

Ces derniers mois, les pays du G7 ont adopté de nouveaux objectifs climatiques ambitieux. Toutefois, la société civile exhorte la présidence britannique, en amont de la COP26, à se montrer plus audacieuse. Nous invitons les dirigeants du G7 à traduire concrètement leur rhétorique sur la scène internationale en politiques nationales cohérentes avec cette rhétorique, à l'opposé de la décision du Royaume-Uni de délivrer de nouveaux permis d'exploration de gisements pétroliers et gaziers en mer du Nord, ou de l'annonce récente par le Japon de déverser dans la mer 1 million de tonnes d'eau contaminée provenant de la centrale nucléaire de Fukushima.

Recommandations :

Financement	<ol style="list-style-type: none">1) Veiller à ce que l'ensemble des dépenses et des investissements du G7 soient cohérents avec les objectifs de limiter à 1,5 °C la hausse des températures mondiales, d'enrayer et d'inverser le déclin de la nature, et de bâtir l'avenir résilient et inclusif formulé dans l'Accord de Paris et les ODD.2) Prendre de nouveaux engagements ambitieux et accroître le financement de la lutte contre le changement climatique, et notamment atteindre l'objectif de 50 % pour l'adaptation au changement climatique. Le financement de l'adaptation doit privilégier les pays les plus vulnérables.
Politique	<ol style="list-style-type: none">1) Cesser tous les investissements des pays du G7 dans les combustibles fossiles à l'étranger, et augmenter substantiellement l'aide apportée aux pays à revenus faibles et intermédiaires, afin que tous aient accès aux énergies renouvelables.2) Publier une feuille de route par les ministres des finances du premier G7 de 2022 précisant comment se déroulera le l'abandon progressif des combustibles fossiles d'ici 2025.3) Adopter une législation nationale instaurant un « devoir de vigilance », afin d'empêcher les matières premières liées à la déforestation d'être utilisées dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises, et d'interdire aux institutions financières des pays du G7 de financer la déforestation.
Initiatives mondiales	Tous les pays du G7 doivent signer l' Engagement des dirigeants pour la nature et la High Ambition Coalition for Nature .

Une approche juste et équitable du partage des vaccins contre la Covid-19

Pour lutter contre la Covid-19 et les autres inégalités en matière de santé, les systèmes de santé doivent être renforcés aux échelles nationale, régionale et mondiale. Il nous faut une approche équitable de la sécurité sanitaire mondiale, fondée sur le principe de solidarité mondiale. La réponse mondiale face à la Covid-19 doit se baser sur un engagement en faveur de l'accès universel aux vaccins contre la Covid-19. Il incombe au G7 et aux autres pays industrialisés de partager le savoir-faire, les stocks et les technologies, et de lever les barrières entravant la propriété intellectuelle. Les OSC exhortent les pays riches à ne pas empêcher les dérogations à l'accord ADPIC, afin que les pays puissent produire leurs propres vaccins et répondre à la demande, à plus forte raison dans un contexte d'essor de nouveaux variants de la Covid-19 aux conséquences inévitables. Les vaccins doivent être considérés comme un bien public mondial, non comme une marchandise.

On constate un fossé entre le discours de solidarité mondiale du G7 face à la Covid-19, et son approche en matière de partage des vaccins et de soutien à la reprise économique dans les pays du G7 vis-à-vis des pays du Sud. Le Canada et le Royaume-Uni ont acheté assez de doses pour vacciner cinq fois leur population, et l'on a assisté très tôt à des querelles d'approvisionnement en vaccins, ainsi qu'à l'émergence d'un « nationalisme vaccinal » ou d'un « apartheid vaccinal » face aux stocks insuffisants. Malgré la volonté affichée par le G7 d'aider à vacciner 20 % de la population dans les pays à revenus intermédiaires/tranche inférieure d'ici fin 2021, par le biais de l'initiative Covax pour une vaccination équitable, cet engagement sera loin de suffire pour parvenir à une immunité collective mondiale. Les engagements pris à ce jour en faveur du partage des stocks de vaccins excédentaires, via Covax, demeurent imprécis quant au calendrier et au nombre de doses qui seront partagées, malgré l'urgence d'un accès mondial aux vaccins. Sur le plan géopolitique, la Russie, l'Inde et la Chine ont toutes fait directement dons de vaccins, et le G7 risque de prendre du retard sur ce point.

Recommandations :

Financement

Accroître le financement du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la Covid-19, fixé à 38,1 milliards de dollars, **pour contribuer à combler le déficit de financement des 22,9 milliards de dollars encore nécessaires pour 2021**. Pour ce qui est de Covax, 6,3 milliards de dollars ont été garantis, mais il manque encore 2 milliards de dollars pour cette année.

Engagement politique

- 1) Commencer à partager l'excédent de vaccins grâce à Covax, afin que **les personnels de santé et les personnes vulnérables où qu'ils se trouvent** puissent être vaccinés en priorité, et augmenter progressivement le partage de doses au fil de 2021, afin que lorsque les pays auront assez de doses pour l'intégralité de leur population, les pays du G7 auront fait don de toutes les doses excédentaires.
- 2) S'engager à mettre fin aux inégalités vis-à-vis des vaccins contre la Covid-19 en **n'entravant pas la dérogation à l'accord ADPIC** afin que les pays en développement puissent produire leurs propres vaccins.
- 3) Collaborer avec les gouvernements nationaux, l'Organisation mondiale de la santé et les autres agences multilatérales pour s'assurer que 60 % de la population dans tous les pays ait accès aux vaccins d'ici fin 2021.

Les menaces pesant sur la démocratie, les sociétés ouvertes et les institutions démocratiques

Les valeurs et traditions démocratiques sont en danger, que ce soit dans les pays du G7 ou ailleurs. Les gouvernements du monde entier se servent de la pandémie comme d'un prétexte pour instaurer ou

élargir des lois et règlements d'urgence qui restreignent les libertés de réunion, d'association, de participation, d'expression, de la presse et d'accès à l'information. La pandémie a considérablement fragilisé la société civile, les droits humains, les droits des réfugiés, la démocratie et l'État de droit. Il en découle une exacerbation de tendances préexistantes : autoritarisme, corruption, sécuritarisme, discrimination et instabilité politique.

Les minorités ethniques, religieuses, de genre et sexuelles, les personnes LGBTI, les personnes handicapées, les réfugiés, les personnes déplacées et les groupes qui les représentent sont souvent les plus menacés dans les espaces publics, y compris dans les pays qui seront présents au G7. Les dirigeants du G7 sabotent leur autorité morale en privilégiant les objectifs économiques et financiers, telle que la signature de nouveaux accords commerciaux, au lieu de dénoncer les violations des droits humains et les discriminations.

Les flux financiers illégaux doivent être combattus, car la corruption sape la démocratie. Le G7 doit encourager, en partenariat avec d'autres gouvernements démocratiques, la formation d'un front démocratique commun, en vue de soutenir les mouvements populaires pro-démocratie et pro-droits humains, comme à Hong Kong, au Bélarus, en Thaïlande et au Myanmar. La société civile invite les pays du G7 à s'assurer que la solidité de leurs structures démocratiques ne menace ni la liberté de réunion, ni la responsabilité politique. Nous affichons notre solidarité avec les groupes de la société civile qui contestent les lois susceptibles de nuire à la liberté de manifester et de réunion au Royaume-Uni, les nouvelles lois sur le droit de vote qui risquent d'exacerber l'inhibition de la participation aux scrutins en Géorgie (États-Unis), ou la répression apparente des manifestants en France. Nous exhortons le G7 à réitérer fermement son engagement politique à combattre les menaces pesant sur les sociétés ouvertes à travers le monde, en lançant un processus qui mènera à un Pacte mondial pour des sociétés ouvertes en 2022 : un cadre international solide, qui permettra de défendre les droits humains essentiels au renforcement des démocraties et à la lutte contre l'autoritarisme.

Recommandations :

Politique

- 1) Envoyer un message fort de solidarité face aux menaces qui pèsent sur la société civile et les espaces publics. Formuler des initiatives stratégiques spécifiques définissant les objectifs du G7 pour l'avenir de la société civile, et publier une déclaration de soutien du G7 à l'espace public et aux sociétés ouvertes. Cette déclaration doit inviter l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à œuvrer, en partenariat avec la société civile internationale et les gouvernements, à l'élaboration d'un Pacte mondial pour des sociétés ouvertes, en organisant une discussion sur son contenu, en fournissant des données et en réalisant le suivi de sa mise en œuvre.
- 2) Poser les principes des sociétés ouvertes au sein des pays du G7, et prendre en compte les préoccupations soulevées par la société civile au sujet des lois liées à l'inhibition électorale et aux libertés de manifester et de réunion dans les pays du G7.
- 3) Assortir les nouveaux accords commerciaux de solides dispositions anti-corruption.

Diplomatie	Mettre à profit tous les outils de diplomatie et d'influence à disposition pour protéger les libertés de réunion, d'association, de participation, d'expression, d'opinion et d'accès à l'information en ligne et hors ligne de la société civile.
Financement	<ol style="list-style-type: none">1) Afficher sa solidarité avec les défenseurs des droits humains, les militants écologistes, les militants de la société civile, les lanceurs d'alerte et les journalistes, en veillant à ce que ces personnes et leurs organisations bénéficient d'un accès rapide à des mécanismes nationaux et régionaux de protection d'urgence, et proposer des financements flexibles de longue durée aux organisations de la société civile et médiatiques, afin qu'elles gagnent en efficacité et en résilience face aux restrictions grandissantes.2) Donner plus de moyens aux agences chargées de la lutte anti-corruption dans les pays du G7.

Un programme pour une justice raciale

Le racisme et les discriminations raciales ont des conséquences désastreuses, qui concernent presque tous les aspects de la vie, des résultats en matière d'éducation et de santé aux interactions avec la justice pénale, en passant par l'accès à l'emploi et aux opportunités. Les conséquences du racisme et des autres formes d'oppression s'en approchant, comme le colorisme et la xénophobie, se manifestent de diverses manières selon le contexte. Le racisme est un problème mondial qui touche presque toutes les sociétés, à qui il incombe de se battre pour la justice raciale et l'égalité grâce à l'instauration de politiques anti-racistes.

Le racisme institutionnalisé est un problème très enraciné et grandissant dans de nombreux pays du G7. L'an dernier, les organisations de la société civile ont pressé les dirigeants des pays du G7 de mettre enfin un terme au racisme et aux inégalités systémiques qui sévissent dans ces pays. Ces dirigeants doivent d'abord déterminer sous quelle forme le racisme systémique se manifeste dans leur pays respectif, puis établir un plan national pour combattre les discriminations.

Les dirigeants doivent également remédier aux injustices perpétuées par le système économique mondial, et se confronter au douloureux héritage de ces injustices issues du commerce transatlantique d'esclaves, du colonialisme et de l'exploitation, sans quoi nous ne pourrions affronter de nouvelles crises de la sorte. C'est là une condition sine qua non à tout progrès en direction d'un monde plus juste et équitable, et une nécessité pour affronter les crises similaires de demain.

À travers le « Grand Bargain » et à l'occasion de nombreuses conférences internationales sur l'efficacité de l'aide internationale, les dirigeants ont convenu d'accorder plus de financements et de déléguer plus de pouvoir et de prises de décisions aux organisations des pays du Sud. Toutefois, ils n'ont pas encore joint le geste à la parole. On observe de graves inégalités dans la distribution de la richesse des pays du Nord par le biais des canaux officiels, telle que l'APD, et des autres sources de financement, notamment les subventions découlant d'initiatives philanthropiques. Les derniers chiffres disponibles montrent que seulement 0,4 % de l'aide humanitaire finance directement les organisations des pays du Sud.

Recommandations :

Leadership politique, responsabilité et justice réparatrice	Les dirigeants du G7 doivent publier une déclaration dans laquelle ils expriment leur engagement collectif à se confronter au rôle qu'a joué historiquement chaque pays dans la perpétuation de l'injustice raciale, et reconnaissent et se confrontent aux conséquences de ces injustices historiques et leurs manifestations sous forme d'inégalités entre pays et au sein des pays. Les dirigeants doivent aussi accéder aux demandes de réparation, par mesure de responsabilité et de justice.
Financement	Pour corriger ces inégalités, les dirigeants doivent dans un premier temps doubler l'APD des pays du G7 finançant directement les organisations des pays du Sud d'ici 2023, et réexaminer les règles d'attribution de l'APD dans les pays du G7 afin qu'entreprises et organisations des pays du Sud ne soient pas confrontées à des obstacles inutiles lorsqu'elles déposent leurs dossiers auprès des agences de développement du G7.
Politique	Passer en revue et renforcer les règles d'attribution de toutes les agences de développement et de relations internationales des pays du G7, afin qu'entreprises et organisations des pays du Sud ne se retrouvent pas confrontées à des obstacles systématiques dans l'attribution des contrats de développement.

Priorités internationales de développement

Les recommandations ci-après s'appliquent à toutes les voies ministérielles du G7, et concernent plus particulièrement les discussions avec les dirigeants du G7.

Financement du développement

Le financement du développement et l'aide au développement sont cruciales pour aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable. Les travaux réalisés par l'Overseas Development Institute concluent que pour ce qui est spécifiquement des pays les moins avancés (PMA), même si ces pays mènent à bien des réformes politiques et prennent des mesures pour augmenter leurs recettes fiscales, ils auront tout de même besoin d'aide sous forme d'APD pour garantir à leurs citoyens des services de santé, d'éducation et de protection sociale de base. Les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19 n'ont fait qu'exacerber cette situation en provoquant la plus grave récession de puis la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la situation est encore plus délicate qu'auparavant dans les PMA et autres pays vulnérables du fait de la pandémie, celle-ci ayant entraîné une augmentation des besoins de financement de par la nécessité de consolider les services publics et de prendre des mesures face à la pandémie. De plus en plus de pays vivent une nouvelle crise de la dette, et ont besoin d'aide pour faire

face à cette dette insoutenable. À titre d'exemple, au Nigeria, la chute des revenus due à la pandémie a contraint le gouvernement fédéral à dépenser 99 % de son budget pour rembourser la dette lors du premier trimestre 2020.

Collectivement, les pays du G7 fournissent 75 % de l'APD accordée par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques – Comité d'aide au développement (OCDE-CAD). Le G7 contribue donc de manière essentielle à aider les pays à financer et à atteindre les Objectifs de développement durable. En 2015, les dirigeants du G7 ont réitéré leur engagement à atteindre leur objectif d'aide de 0,7 % lors de la réunion du G7 à Schloss Elmau, et ont pris l'engagement ambitieux d'aider les pays à financer les ODD lors de la Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement, à Addis-Abeba.

Il est encourageant de constater que certains pays, notamment l'Allemagne, la France et les États-Unis, augmentent leur budget consacré à l'aide internationale en réaction à la crise. La réponse du G7 a toutefois été inégale, et les organisations de la société civile déplorent la décision du Royaume-Uni de revenir sur son engagement d'affecter 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD), et de réduire temporairement le budget du Royaume-Uni consacré à l'aide internationale, au moment où les pays à faibles revenus en ont le plus besoin. L'ampleur des coupes budgétaires annoncée par le ministère britannique des affaires étrangères, notamment dans les domaines dits prioritaires pour le développement, comme la santé et l'éducation, aura des conséquences dévastatrices sur les personnes et les pays les plus pauvres, et entachera la crédibilité de la présidence du G7.

Recommandations :

Financement

Réitérer l'engagement à atteindre l'objectif de 0,7 %, et fixer des échéances claires pour la réalisation de cet objectif par chaque pays. L'APD doit privilégier les pays les plus pauvres et vulnérables, dont les pays les moins avancés, ainsi que les États fragiles, plutôt que les intérêts stratégiques de chaque donateur.

Politique

- 1) Il est nécessaire de créer un mécanisme complet d'allègement et d'annulation de la dette jusqu'à un niveau rendant possible le développement durable pour tous les pays en faisant la demande. Les évaluations de la soutenabilité de la dette doivent explicitement tenir compte des objectifs de développement durable, des objectifs climatiques et des engagements en matière de droits humains et d'égalité des genres. Le Royaume-Uni, New York et toute autre juridiction importante où sont conclus des contrats de dette doivent promulguer des lois efficaces, afin de garantir que les prêteurs privés externes participent aux initiatives d'allègement et d'annulation de la dette.
- 2) Renforcer et élargir le Cadre commun pour y inclure les créanciers privés, et étendre le cadre aux pays à revenus intermédiaires fortement endettés / vulnérables au changement climatique.

Éducation

L'éducation est un droit humain et une nécessité pour la croissance économique, la santé, la stabilité et la résilience climatique. Au paroxysme de la pandémie, la Covid-19 avait privé de scolarité plus d'un milliard d'enfants, dont 650 millions de filles. Avant la Covid-19, une crise de l'apprentissage frappait déjà le monde : 90 % des enfants dans les pays à revenus faibles ne savent pas lire et sont incapables de comprendre une histoire simple au moment de leur 10^{ème} anniversaire, un stade critique lors duquel les enfants cessent d'« apprendre à lire » pour « lire pour apprendre ». En 2020, quatre enfants sur cinq ont indiqué avoir le sentiment de n'avoir rien ou d'avoir très peu appris du fait qu'ils n'étaient pas allés à l'école. Les filles, les enfants déplacés et les enfants de foyers modestes étaient plus nombreux à estimer qu'ils n'avaient rien appris du tout. La Banque mondiale prévoit que ce déficit d'apprentissage entraînera une baisse de 872 \$ du revenu annuel des enfants actuellement dans le primaire et le secondaire, soit un préjudice économique à long terme de 10 billions de dollars.

La société civile exprime son inquiétude vis-à-vis des conséquences à long terme de la pandémie sur l'éducation et les perspectives futures des enfants. Un accent particulier doit être mis sur l'impact sexospécifique de la Covid-19, et notamment sur son impact disproportionné sur l'éducation des filles. Les pays où les filles peinent le plus à faire des études demeurent les plus touchés par la pauvreté et les conflits. Nous craignons particulièrement pour l'éducation des filles dans certains pays, comme l'Afghanistan et le Nigeria, où l'on assiste à une recrudescence des attentats contre les écoles.

Nous nous félicitons que la présidence du G7 ait mis l'accent sur l'éducation des filles et s'engage à œuvrer à ce que les filles bénéficient de 12 années de scolarité, à améliorer l'apprentissage et à aider 40 millions de filles à accéder à l'éducation et 20 millions de filles en plus à atteindre l'objectif primordial de savoir lire et écrire à l'âge de 10 ans d'ici 2025. Pour parvenir à cet objectif ambitieux de 12 années d'éducation de qualité, les dirigeants du G7 et les gouvernements nationaux doivent aussi s'atteler aux obstacles tels que les violences sexistes, ou les responsabilités de soins non rémunérées qui empêchent les filles et les enfants en situation de handicap d'avoir accès à l'éducation, et limitent les perspectives pour les femmes. Il est d'autant plus important de s'engager courageusement pour l'éducation à l'approche du sommet du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), que co-organiseront le Royaume-Uni et le Kenya, et qui devra lever au moins 5 milliards de dollars pour permettre à 175 millions d'enfants d'apprendre.

Les dirigeants du G7 doivent aussi reconnaître et résoudre la grave crise du financement du système d'éducation mondial. Selon de nouvelles études, 75 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires en moyenne chaque année pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour chaque enfant d'ici 2030 fixé par l'ONU. Actuellement, l'aide à l'éducation ne représente que 16 milliards de dollars par an et devrait même baisser, laissant un déficit de financement de l'éducation d'au moins 59 milliards de dollars par an, et rien n'a été proposé pour y remédier.

Le G7 doit également œuvrer à remettre l'ODD4 à l'ordre du jour, en proposant un ensemble d'engagements ambitieux en faveur de l'éducation des filles.

Recommandations :

Financement

- 1) Augmenter les financements destinés à aborder, de façon inclusive et équitable, tous les aspects de l'Initiative sur l'éducation des filles, et de s'engager à porter progressivement

la part de l'APD des pays du G7 consacrée à l'éducation à 15 % d'ici 2025.

- 2) Mettre en œuvre les engagements pris dans la Déclaration de Charlevoix, notamment en veillant à ce que 50 % des fonds d'aide internationale au développement aillent aux États fragiles et touchés par des conflits, en concevant des plans de financement de l'éducation dans les situations d'urgence permettant aux filles comme aux garçons d'atteindre sur un pied d'égalité les objectifs d'apprentissage, et en investissant dans la recherche, le suivi et la communication des progrès accomplis en vue de ces objectifs.

Politique

- 1) S'engager à débloquer les moyens nécessaires pour encourager la participation effective des groupes pilotés par des enfants et des militants aux processus décisionnels mondiaux importants, grâce à des modèles de partenariat collaboratif, en veillant à l'accessibilité des informations et à accorder un financement flexible pour soutenir la participation et l'auto-organisation.
- 2) La campagne 5:10:25 précise les mesures que peuvent prendre les dirigeants du G7 dans les cinq années à venir, afin de remettre en bonne voie les ODD pour l'éducation d'ici 2025. Un mécanisme de reddition des compte solide est indispensable pour surveiller les progrès accomplis au regard de tout nouvel engagement du G7 en faveur des filles.
- 3) S'engager à investir massivement dans l'éducation numérique pour aider à combler la fracture numérique mise au jour par la Covid-19, et à lutter contre les inégalités au sein des pays et entre pays.
- 4) S'engager en faveur des deux objectifs d'éducation des filles : augmenter de 40 millions le nombre de filles scolarisées d'ici 2026, et augmenter de 20 millions le nombre de filles sachant lire une histoire simple à l'âge de 10 ans d'ici 2026, afin de résoudre la crise mondiale de l'apprentissage et de veiller à ce que plus de filles aient accès à une éducation de qualité.

Santé

La pandémie a exacerbé les inégalités sanitaires préexistantes, entre pays et au sein des pays. La pandémie a également démontré la nécessité d'investir dans la consolidation des systèmes de santé pour une reprise durable aux échelles régionale et mondiale. En effet, un système de santé robuste est un véritable socle sur lequel reposent tous les objectifs de santé que cherchent à atteindre gouvernements et donateurs, de la santé maternelle et infantile aux programmes de vaccination, en

passant par les services de prévention. Les crises sanitaire et climatique sont intimement liées, et les mesures prises pour combattre le changement climatique, réduire la pollution et assainir les environnements seront également bénéfiques pour la santé des personnes et de la planète.

Une approche multidisciplinaire de type « une seule santé » est nécessaire à la prévention et à la détection précoce des futures pandémies, ainsi qu'à l'amélioration globale de la santé et du bien-être pour tous et tous les âges. Le G7 doit battre campagne en faveur d'un « **traité mondial de la santé** » ambitieux, qui couvre tous les aspects des systèmes internationaux de santé et de la maladie, et tienne compte de la nécessité d'aider en priorité les membres les plus vulnérables de la société. Le temps est venu d'investir massivement dans une couverture santé universelle, afin de remédier aux nombreuses inégalités qui rongent les systèmes de santé à travers le monde.

Recommandations :

Financement	Mettre en œuvre l'engagement d'affecter au moins 0,1 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) en faveur de la santé, et aider les pays à mobiliser équitablement des ressources nationales durables pour qu'au moins 5 % du PIB soit consacré aux systèmes de santé universels, y compris en luttant contre la corruption dans le secteur de la santé.
Politique	<ol style="list-style-type: none">1) Soutenir une démarche de type « une seule santé » pour la prévention et la détection précoce des futures pandémies, et pour l'amélioration globale de la santé et du bien-être pour tous et tous les âges.2) Affecter prioritairement l'APD des pays du G7 au renforcement des systèmes de santé.

Sécurité et souveraineté alimentaire et nutrition

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont entretenues par la pauvreté, le changement climatique, la mauvaise gouvernance, les conflits et les inégalités. La pandémie a exacerbé ces facteurs, repoussant le précédent engagement du G7 de protéger 500 millions de personnes dans les pays à faibles revenus et les pays vulnérables de la faim et la malnutrition d'ici 2030. Une personne sur neuf souffre de la faim ou de malnutrition dans le monde ; une sur trois est obèse ou en surpoids. Plus de 30 millions de personnes dans 36 pays sont confrontées à une situation d'insécurité alimentaire aiguë, le dernier stade avant la famine. En outre, on s'attend à ce que 9,3 millions d'enfants soient « perdus » du fait de la pandémie, et à ce que 165 000 enfants de moins de cinq ans meurent en raison des perturbations causées aux services de nutrition.

La société civile encourage la signature d'un nouveau pacte pour la prévention de la famine, et exige un cadre de responsabilisation transparent, définissant des rôles et des responsabilités clairs repris dans le pacte pour en garantir l'efficacité, et d'y associer un engagement à financer intégralement les initiatives politiques formulées dans le pacte. La société civile reconnaît par ailleurs l'importance de l'Année d'action « Nutrition pour la croissance », et notamment du Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la

croissance 2021 et du Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU, et invite le G7 à s'engager à participer activement à ces processus en prenant des engagements financiers et politiques.

Recommandations :

Financement	Prendre la tête des efforts mondiaux pour prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles. L'ONU a besoin d'au moins 5 milliards de dollars cette année pour éviter que des millions de personnes ne meurent de faim. Des moyens supplémentaires considérables sont nécessaires pour prévenir de manière exhaustive les famines et à aider les personnes courant le plus de risques.
Exécution de programme	<ol style="list-style-type: none">1) Aider à catalyser une transition généralisée vers un système de préparation et d'anticipation à même d'apporter une aide et des financements rapides, flexibles et plurisectoriels, là où le besoin est le plus grand.2) S'engager à prévenir et à traiter la sous-nutrition, les maladies chroniques liées au régime alimentaire et les carences nutritives, et à développer l'accès à des aliments nutritifs ; et chaque pays du G7 doit contracter un engagement financier ambitieux lors du Sommet sur la Nutrition pour la croissance de 2021.

Prévenir les conflits et protéger les réfugiés

La prévention des conflits et la protection des civils sont intimement liées à des problématiques globales complexes découlant du changement climatique, de la dégradation de l'environnement, de la pression démographique, d'une mauvaise gouvernance, du manque de moyens institutionnels, d'un accès limité à l'énergie et d'inégalités croissantes. Les conflits sont l'un des principaux moteurs des flux migratoires et de réfugiés. On dénombre plus de 79 millions de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde.

Les conflits embourbés, de la Syrie au Yémen en passant par l'Afghanistan, le Soudan du Sud ou encore la République centrafricaine, risquent de susciter une crise de confiance dans la volonté et la capacité du G7, et des autres instances multilatérales, à œuvrer concrètement à la résolution pacifique de tels conflits. L'incapacité à répondre aux crises des réfugiés dans le monde entier risque d'entraîner de nouveaux conflits, qui déclencheront de nouveaux flux de réfugiés, engendrant un cercle vicieux dont on ne verrait pas le bout.

Le monde a besoin d'un G7 ambitieux et courageux, dont les dirigeants s'engagent fermement à venir en aide aux plus vulnérables, notamment les réfugiés, et sont prêts à intervenir rapidement pour résoudre les crises émergentes comme celle du Tigré, en Éthiopie. De même, la société civile s'alarme des actions et menaces en cours émanant de pays accueillant des réfugiés de renvoyer ou de déplacer de force des populations vers des zones non sûres.

Les pays du G7 se sont montrés inconstants dans leur soutien aux réfugiés, et dans leur disposition à garantir leur sécurité et à leur offrir l'asile. La crise dite « des migrants » aux frontières de l'Europe, et notamment à la frontière entre la Grèce et la Turquie, est représentative de l'immuable difficulté qu'a l'Europe à instaurer un système d'asile et de protection pour les réfugiés et les migrants en Europe. Nous prônons une approche politique cohérente, de sorte que les différents ministères (affaires étrangères, intérieur, commerce) et les agences de développement se coordonnent pour appuyer les initiatives de développement, au lieu de les saper ; à contre-courant, par exemple, des gouvernements qui apportent une aide au développement tout en vendant des armes à des pays minés par des conflits, et où sont commises des atrocités sur des civils.

La société civile appelle le G7 à prendre des mesures sans tarder en réponse à certaines des crises contemporaines les plus urgentes, notamment celle du Yémen, la crise humanitaire la plus grave au monde.

Recommandations :

Financement

- 1) Reconnaître la vulnérabilité des États fragiles et touchés par des conflits, et garantir le financement de l'APD à ces États par les pays du G7, a minima à hauteur de l'aide fournie par le G7 en 2020.
- 2) Soutenir le Plan de réponse humanitaire pour le Yémen, qui n'était financé qu'à hauteur de 50 % lors du dernier examen.

Politique

Mettre à profit toutes les voies diplomatiques pour contraindre les parties en conflit à s'engager dans un processus de paix réellement inclusif. Les dirigeants du G7 doivent être prêts à instaurer des sanctions si les parties en conflit ne se conforment pas aux résolutions/recommandations de l'ONU/des gouvernements visant à rétablir la paix.

Annexe 1 : Liste des recommandations politiques et des messages du sommet du Civil 7 à l'intention des dirigeants

Changement climatique et environnement :

- 1) Encourager et faciliter la participation et le plaidoyer des jeunes à propos de la crise climatique, et aider les jeunes à interagir avec les dirigeants politiques et les responsables à tous les échelons.
- 2) Le G7 doit s'engager à ce qu'aucun peuple autochtone ne soit laissé pour compte dans les programmes de réponse et de redressement rapide de la COP26.
- 3) S'aligner sur les campagnes de la COP-26 : abandon progressif du charbon, introduction progressive de solutions fondées sur la nature, développement de transports durables.
- 4) S'engager en faveur d'une « relance verte » via l'adoption de seuils minimums de dépenses.
- 5) Multiplier par deux les fonds spécial climat pour la période post-2020.
- 6) S'engager à atteindre un objectif de 50 % de financement de l'adaptation au changement climatique.
- 7) Garantir un financement spécial climat s'ajoutant aux engagements à hauteur de 0,7 % de l'APD.
- 8) Prévoir de nouvelles sources de financement pour les pertes et les dommages engendrés.
- 9) S'engager à respecter les principes d'action adaptative dirigée depuis l'échelon local, et porter à l'échelle supérieure et promouvoir les actions de ce type qui renforcent le pouvoir décisionnel et la capacité de mise en œuvre des personnes et communautés touchées, notamment des groupes marginalisés (femmes, enfants, personnes en situation de handicap, peuples autochtones, etc.), et consolident les structures, processus et institutions locaux en fonction de leurs besoins et priorités.
- 10) Veiller à ce que l'ensemble des plans de dépense et d'investissement soient cohérents avec les objectifs de limiter à 1,5 °C la hausse des températures mondiales, d'enrayer et d'inverser le déclin de la nature, et de bâtir l'avenir résilient et inclusif formulé dans l'Accord de Paris et les ODD.

Droits humains :

- 1) Financer un mécanisme de réponse rapide pour protéger les défenseurs des droits humains.
- 2) Investir davantage dans la prévention et casser le cycle de la violence ; renforcer le soutien politique et le financement des programmes de longue durée de prévention des conflits et des initiatives locales de réconciliation.
- 3) S'engager à défendre le droit humanitaire international et les droits humains, et consolider les institutions multilatérales chargées de leur respect.
- 4) Communiquer la politique de chaque pays en matière de vente d'armes, afin de veiller au respect du Traité sur le commerce des armes, et ainsi éviter que d'autres pays du G7 ne soutiennent ou n'exacerbent indirectement des conflits.

- 5) Veiller à ce que les mesures antiterroristes et les sanctions soient mieux harmonisées entre les pays du G7, afin de garantir pleinement le respect du droit humanitaire international et des droits humains.

Santé :

- 1) Le Royaume-Uni doit mettre à profit le G7 pour mobiliser davantage d'investissements dans le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, d'autant que la nouvelle stratégie de ce fonds pour la période 2022-2027 est en cours de finalisation.
- 2) Outre la Covid-19, le G7 doit appuyer les efforts visant à trouver des solutions pour prévenir, diagnostiquer et traiter les populations contre d'autres maladies graves, dont le VIH, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées. La réponse mondiale à la Covid-19 est l'occasion de tirer des enseignements quant à la mobilisation de fonds et au développement rapide de nouveaux traitements.
- 3) Affecter le PIB et l'APD au financement de services sociaux, et augmenter de 2 % la prise en charge des enfants et des personnes âgées à risque, afin de décharger les femmes et ainsi de permettre aux sociétés de prospérer.
- 4) Créer des coalitions et des groupes avec un vrai consensus afin d'aider les enfants handicapés, une catégorie de la population marginalisée. Les groupes déjà créés à cette fin doivent être dotés des outils financiers nécessaires à leur mission.
- 5) S'engager à œuvrer à ce que plus personne ne meure du Sida.
- 6) S'engager en faveur d'un plan mondial collaboratif permettant de coopérer avec les pays à revenus faibles et intermédiaires pour bâtir des systèmes de santé résilients, dans le cadre d'efforts nationaux et mondiaux visant à améliorer la préparation aux pandémies.
- 7) Protéger les budgets d'aide au développement et honorer les engagements actuels, qui financent des services de santé vitaux pour les enfants, notamment des services de nutrition, d'immunisation, maternels et néonataux.
- 8) Passer en revue les investissements bilatéraux et multilatéraux, et faire passer à l'échelle supérieure l'assistance technique et financière aux programmes et initiatives visant à consolider les soins de santé primaires, et à combler les failles dans les systèmes de santé qui ont été exacerbées par la pandémie.
- 9) Privilégier les investissements dans les installations sanitaires liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et garantir l'accès à des installations d'hygiène des mains.

Relance face à la Covid-19 :

- 1) Veiller à ce que les enfants et leurs droits soient intégrés à la stratégie anti-Covid-19, en limitant l'impact durable de la pandémie sur toute une génération d'enfants, et contribuer à reconstruire en mieux.
- 2) Les organisations locales sont à l'avant-garde des communautés dans la réponse à la Covid-19 et dans la relance économique : elles communiquent les informations et apportent un soutien critique

à la communauté et aux infrastructures nationales existantes. Il est primordial de les considérer à leur juste valeur et de les appuyer pour développer les interventions.

- 3) Consolider et améliorer dès maintenant les systèmes de santé, afin d'assurer la bonne livraison des vaccins et outils contre la Covid-19 tout en développant de manière durable les capacités en termes de soins primaires dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.

Sécurité et souveraineté alimentaire et nutrition :

- 1) Nous invitons les pays du G7 à participer activement au Sommet sur la Nutrition pour la croissance à Tokyo, à la fin de l'année, y compris en prenant des engagements financiers.
- 2) Le G7 doit s'engager à lutter contre la famine et les maladies chroniques liées à la malnutrition, notamment lorsqu'elles touchent les familles/personnes dans les zones de conflit ou les personnes déplacées, et les personnes rejetées par la communauté.
- 3) Soutenir les efforts de gestion de l'eau dans les pays du Sahel qui dépendent de sources d'eau, et où l'approvisionnement en eau est irrégulier et inégalement partagé.
- 4) Nous devons défendre un système humanitaire mondial qui soit piloté localement et fondé sur les besoins, afin de réduire les risques, d'anticiper les crises prévisibles et d'agir en amont. Le système humanitaire mondial est marqué par un déséquilibre du pouvoir. Il est donc crucial de promouvoir une approche plus locale, comme celle promise par le *Grand Bargain*.

Éducation :

- 1) Nous devons impliquer concrètement les jeunes dans nos efforts, en créant un réseau de jeunes et en les faisant participer aux mécanismes de responsabilité, au Sommet mondial sur l'éducation et à la COP. Les jeunes doivent être impliqués dans les tables rondes qui les concernent. Des forums en ligne doivent être créés pour encourager leur participation et les impliquer dans les projets, les études et les discussions les concernant. Ils doivent pouvoir faire appel aux réseaux existants et s'appuyer sur les OSC, afin d'acquérir le savoir crucial nécessaire à la consolidation des politiques et des systèmes. Des quotas de participation doivent être fixés pour les jeunes, afin d'éviter les gestes purement symboliques.
- 2) Une approche intersectionnelle de l'éducation est nécessaire : genre, handicap, pauvreté, personnes vivant dans des zones en conflit ou vulnérables au changement climatique, etc. L'éducation inclusive passe par le comblement du fossé numérique, car bon nombre de jeunes issus de milieux modestes ont été laissés pour compte.
- 3) L'éducation formelle et informelle doit bénéficier d'un soutien et d'investissements réalistes pour pérenniser les forces vives des pays, notamment les pays en développement.
- 4) Le G7 doit faire d'une priorité l'intégration du handicap dans le développement, en se concentrant sur l'accès à l'éducation, les enfants non scolarisés en raison de la pandémie et les jeunes filles. Les enfants en situation de handicap sont souvent exclus du système scolaire. Cela doit changer.
- 5) Nous devons élargir le cadre de référence pour tenir compte des droits des enfants en général : actuellement, notre perspective est trop étriquée. Souvent, les problèmes liés à l'éducation et au

genre coïncident : il faut que cela change, afin de mieux aborder les problématiques majeures auxquelles les enfants sont confrontés dans l'éducation et en-dehors de l'éducation.

- 6) Nous avons besoin d'un ensemble de systèmes qui puisse compléter les systèmes éducatifs locaux au sein des communautés locales.
- 7) Il nous faut davantage promouvoir des normes d'enseignement élevées à travers le monde, notamment là où les enfants ne vont pas à l'école. Un accent particulier doit être mis sur les jeunes filles qui peinent à accéder à l'éducation, étant souvent laissées pour compte dans certaines communautés.
- 8) Créer des coalitions et des groupes avec un vrai consensus afin d'aider les enfants handicapés, une catégorie de la population marginalisée. Les groupes déjà créés à cette fin doivent être dotés des outils financiers nécessaires pour mener à bien leur mission.

Relance économique :

- 1) Suppression des frais d'utilisation des services en matière de santé ou de nutrition, notamment pour les plus marginalisés.
- 2) Le G7 doit encourager le recours aux droits de tirage spéciaux du FMI et l'annulation de la dette.
- 3) Une feuille de route pour le financement de l'avenir à travers la dette, l'aide au développement et des mesures complémentaires, afin que les IFI ciblent avant tout les personnes et les pays les plus pauvres. Le financement de l'éducation, de la nutrition, d'une couverture santé universelle, de la lutte contre la famine et d'une relance verte exige une ambition à la hauteur des défis mis en lumière et exacerbés par la Covid-19. Le temps des initiatives décousues portant sur des thématiques de développement isolées les unes des autres est révolu : à présent, le G7 doit agir de façon collective et coordonnée pour enclencher une relance juste et verte.
- 4) La priorité doit être accordée au secteur de la santé, car l'économie des soins représente 10 billions de dollars par an, bien que les comptabilités nationales en fassent abstraction.
- 5) S'assurer que les programmes d'autonomisation économique bénéficient aux femmes et aux communautés marginalisées.
- 6) Le G7 doit reconnaître que la finance illégale n'est pas un simple délit économique : les pays du G7 doivent prendre des mesures nationales pour s'attaquer à cette problématique, mais aussi appuyer les initiatives internationales pour mettre fin à ce problème qui touche les pays du Sud.

Responsabilité :

- 1) Les engagements doivent être pris dans le cadre d'un mécanisme de responsabilité. Il convient d'en créer un et de veiller à ce qu'il reste transparent.
- 2) Il faut envisager de mettre en place un comité de surveillance qui s'assurera que chaque pays du G7 honore ses engagements, et publiera un rapport annuel à cet égard.
- 3) Ce G7 intervenant dans un contexte particulier, il serait intéressant de formuler un plan d'urgence, un communiqué et un plan de travail supplémentaire dont l'exécution serait évaluée chaque trimestre à l'aune des engagements pris par le G7.

- 4) Renforcer les mécanismes de responsabilité et veiller à ce que les enfants ou les jeunes soient aussi intégrés aux discussions.
- 5) Créer un mécanisme de suivi des engagements pris lors des sommets, qui soit indépendant du G7, voire piloté par la société civile.

Résolution de conflits et menaces pour la société :

- 1) Il faut redoubler d'efforts dans la lutte contre le terrorisme et l'instabilité politique au Sahel.
- 2) Soutenir la protection, l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des enfants en zone de conflit.
- 3) Enrayer l'essor de l'insécurité alimentaire due aux conflits en veillant à ce que le pacte de prévention des famines et des crises humanitaires du G7 soit assorti d'engagements contraignants.
- 4) Coordonner des actions diplomatiques pour répondre à plusieurs crises urgentes, afin d'enclencher une désescalade des conflits et de promouvoir une transition vers des sociétés plus pacifiques et résilientes.
- 5) Autonomisation et inclusion des enfants et des jeunes dans les négociations de paix, pour mettre un terme au cycle de la violence.
- 6) S'engager à protéger pleinement les femmes et les filles dans toutes les zones de conflit.

Espace public et société ouverte :

- 1) Le groupe de travail du G7 doit réitérer ses priorités et principes nationaux, et les réaligner sur les priorités en matière d'aide.
- 2) Il nous faut davantage reconnaître que la corruption sape un certain nombre de combats, dont ceux pour les droits humains, la santé, l'éducation, la justice sociale, etc.
- 3) Définir les contours de sociétés ouvertes dans les pays du G7.
- 4) Renforcer l'accent mis sur la consolidation des institutions démocratiques, y compris en investissant dans la réforme de la justice pénale, l'indépendance du système judiciaire et la création d'organismes nationaux des droits humains.
- 5) Au niveau diplomatique, redoubler l'efforts pour faire libérer les prisonniers de conscience et favoriser des environnements et des infrastructures propices aux organisations de la société civile, afin qu'elles puissent travailler sur les questions d'espace public, de droits humains et de valeurs démocratiques, y compris en levant les restrictions arbitraires sur leur capacité à recevoir des fonds de sources internationales.
- 6) Renforcer les droits en tant que fondements du développement durable : il ne saurait y avoir de développement durable ni de paix durable sans un environnement propice aux droits humains et à la société civile.
- 7) Soutenir la création d'un envoyé de haut niveau de la société civile auprès de l'ONU, afin de plaider en faveur d'une meilleure participation de la société civile auprès des agences, départements et bureaux nationaux des Nations unies.

- 8) Enfin, un engagement à impliquer réellement la société civile à travers le monde dans toutes les initiatives démocratiques et en amont d'un éventuel sommet mondial sur la démocratie.

Published by Bond, Society Building, 8 All Saints Street, London N1 9RL, UK
Registered Charity No. 1068839 Company Registration No. 3395681 (England and Wales)
April 2021
This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License,
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>

Bond
Society Building
8 All Saints Street
London
N1 9RL, UK

+44 (0)20 7837 8344
bond.org.uk

Registered Charity No. 1068839
Company registration No. 3395681 (England and Wales)

